



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction de l'interministérialité  
et du développement durable**

**Arrêté DIDD-2024 n° 173 de prescriptions complémentaires**

**Société TERRENA située sur la commune de Doué-en-Anjou**

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le Préfet de Maine-et-Loire**  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier des Palmes Académiques,

**Vu** le code de l'environnement, notamment son livre V ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** le décret du président de la République du 6 septembre 2023 portant nomination de Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

**Vu** le décret du président de la République du 25 août 2023 portant nomination d'Emmanuel LE ROY, administrateur de l'Etat, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n° 2024-10 du 18 mars 2024 portant délégation de signature à Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la préfecture ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du site TERRENA à Doué-en-Anjou n°DIDD-2019-n°02 du 10 janvier 2019 ;

**Vu** l'arrêté du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

**Vu** le guide de l'état de l'art sur les silos pour l'application de l'arrêté ministériel relatif aux risques présentés par les silos et les installations de stockage de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables de 2008 ;

**Vu** l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** la demande formulée par TERRENA par courrier du 17 octobre 2023 de modifier l'article 7.7.3 de son arrêté préfectoral complémentaire du 10 janvier 2019 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 26 mars 2024 ;

**Vu** l'absence d'observation de l'exploitant formulée sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis par courrier du 30 mai 2024 ;

**Considérant** que la demande formulée par l'exploitant nécessite de modifier certaines prescriptions des arrêtés préfectoraux visés ;

**Considérant** que l'intéressé n'a présenté aucune observation au terme du délai de 15 jours qui lui était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté ;

*Sur proposition de Monsieur le secrétaire général,*

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 – OBJET**

La société TERRENA, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé à La Noëlle 44155 Ancenis est autorisée à poursuivre ses activités de stockage de céréales exploitées sur le territoire de la commune de Doué-en-Anjou, en zone industrielle de la Saulaie, sous réserve de respecter les prescriptions du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 – DÉFENSE EXTÉRIEURE CONTRE L'INCENDIE**

Le quatrième tiret de l'article 7.7.3 « Défense externe » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 janvier 2019 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes.

L'installation est dotée d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant une durée de 2 h.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).

À défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours.

La capacité de cette réserve est d'au moins 120 m<sup>3</sup>. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h.

### **ARTICLE 3 – MODALITÉS D'EXÉCUTION ET VOIES DE RECOURS**

#### **Article 3.1 - Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nantes :

1. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible sur le site [www.Telerecours.fr](http://www.Telerecours.fr).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

### Article 3.2 - Mesures de publicité

Le présent arrêté est notifié à la société TERRENA. Une copie est déposée à la mairie de Doué-en-Anjou et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie de Doué-en-Anjou pendant une durée minimale d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de Doué-en-Anjou et envoyé à la préfecture de Maine-et-Loire – Direction de l'Interministérialité et du Développement Durable – Bureau des Procédures Environnementales et Foncières.

Le texte complet du présent arrêté est consultable en préfecture de Maine-et-Loire et à la mairie de Doué-en-Anjou. Il est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

### Article 3.3 - Modalités d'exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le maire de Doué-en-Anjou et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à ANGERS, le **25 JUL. 2024**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture,

EMMANUEL LE ROY

125 110